

DOMINIQUE, René. *Unfettered Globalisation, A New Economic Orthodoxy*. Westport, Praeger, 1999, 263 p.

Gérard Beaulieu

Volume 31, numéro 2, 2000

Nécessité ou innovation ? Vers une redéfinition de la politique étrangère Canadienne 1984-1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704161ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704161ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaulieu, G. (2000). Compte rendu de [DOMINIQUE, René. *Unfettered Globalisation, A New Economic Orthodoxy*. Westport, Praeger, 1999, 263 p.] *Études internationales*, 31(2), 357–359. <https://doi.org/10.7202/704161ar>

Parker conclut en proposant une théorie géopolitique globale fondée sur deux processus. Le processus normatif fondé sur une tentative de contrôle d'un État sur un autre par l'expansion territoriale ou l'établissement d'une sphère d'influence; et le processus alternatif fondé sur le désir de résoudre les problèmes internationaux par négociation et association inter-étatique dont l'Europe serait l'archétype. Tout en acquiesçant au processus de négociation et au principe d'association comme moyen de régler des conflits, l'hétérogénéité géographique du monde est fort complexe et ne peut être réduite ou représentée comme une simple formule dichotomique qui tente de relégitimer le raisonnement stratégique de la guerre froide.

Parker reconnaît que toute perspective mondiale est conçue autant pour justifier que pour expliquer la carte politique. Ces perspectives géopolitiques sont modes de pouvoir et d'influence ayant d'importantes conséquences politiques. Force est de reconnaître que Parker fait preuve d'une certaine indigence au niveau de l'analyse. L'auteur donne la fâcheuse impression de faire preuve d'éclectisme dans ses lectures et ses références historiques. Parker ne réalise pas que la géopolitique est toujours à refaire parce que tributaire des questions que nous posons à partir d'une actualité obscure et toujours changeante. Ceux qui rêvent d'une géopolitique définitive, soi-disant scientifique, ne font en pratique que souhaiter sa disparition.

Claude COMTOIS

Département de géographie
Université de Montréal

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Unfettered Globalisation, A New Economic Orthodoxy.

DOMINIQUE, René. Westport,
Praeger, 1999, 263 p.

Cet ouvrage est un des nombreux textes récents d'économistes et de non-économistes pour critiquer, louer ou montrer l'inévitabilité de ce phénomène mondial. Son ouvrage s'adresse à un public cultivé plutôt qu'au spécialiste et il évite le plus possible les formules mathématiques et le langage d'initiés. Une seule exception, au chapitre III où l'auteur se permet une série d'équations et de formules mathématiques. À la fin de l'ouvrage, pour s'assurer que les lecteurs comprennent bien son propos, l'auteur résume chaque chapitre en une ou deux pages.

Au moment où la valeur de l'économie est contestée à cause de l'incapacité des économistes à expliquer et à prévoir avec précision les phénomènes, la préoccupation de l'auteur est d'abord d'établir le statut scientifique de la discipline avant d'examiner les fondements scientifiques de ce qu'il appelle la nouvelle orthodoxie économique. L'auteur montre qu'Adam Smith, le grand théoricien du libéralisme économique avait la préoccupation du bien-être de la société, ce que semblent avoir oublié une foule de ceux qui se réclament de lui. Il utilise les deux premiers chapitres pour expliquer ce qu'est une activité scientifique, pour en préciser les critères et présenter les étapes de l'élaboration de la théorie économique.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur la nouvelle orthodoxie économique développée à partir du milieu des années 1980 qu'il identifie par le sigle *GD&R* (pour Globalisation, Downsizing and Restructuring). Cette nouvelle doctrine économique a été embrassée avec enthousiasme et implantée sans consultation, sans débats et sans la compréhension et l'accord de ceux qui auront à en supporter le contrecoup. Elle réclame le retrait de l'État des affaires économiques, le démantèlement des mesures d'assistance au revenu pour proclamer la responsabilité individuelle dans le domaine économique. Après une tentative pour expliquer comment on en était arrivé là, l'auteur conclut que l'objectif principal de la nouvelle orthodoxie n'est pas la croissance économique malgré les efforts de ses promoteurs pour le faire croire, mais bien l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. Ses propagandistes promettent qu'elle accroîtra l'investissement étranger direct et permettra d'augmenter et de diversifier les échanges internationaux, de réduire les dettes, d'améliorer la balance des paiements et de relancer la croissance économique mondiale.

L'auteur donne cependant une série de faits et de statistiques qui démentent ces prétentions. Ainsi, des données disponibles pour la période de 1987 à 1997 indiquent que les transferts de ressources financières vers les pays du Sud ont eu tendance à décroître alors que les pays les plus endettés ont transféré plus de 250 milliards de dollars vers les pays riches. La balance des comptes courants des économies de marché s'est effectivement développée, mais elle s'est dété-

riorée pour les pays en voie de développement. Les dettes à long terme des pays en voie de développement ont été multipliées par six entre 1982 et 1997. Selon une enquête, seule une minorité de firmes ont vu leur profit augmenter après les mises à pied et les restructurations. Par contre, les salaires des dirigeants d'entreprise par rapport à la moyenne de salaire des travailleurs sont passés de 42 à un en 1980, à 187 à un en 1997. Il faut donc en conclure que la *GD&R* n'a pas réalisé ses promesses.

La troisième partie de l'ouvrage s'intéresse aux conséquences sociales de la mise en place de la nouvelle orthodoxie. L'auteur décrit d'abord le coût psychologique du chômage et déplore l'insuffisance des critères de mesure actuels qui rend impossibles les comparaisons entre les pays. S'agissant de l'augmentation constatée du chômage, il affirme qu'elle n'est pas due à une participation accrue des femmes, ni au phénomène des baby-boomers, ni à la générosité des mesures de support au revenu, mais bien à la disparité entre les qualifications actuelles de la main-d'œuvre et les besoins du marché ou à l'appât du gain des entreprises. Par contre, il résulte du chômage sur le plan social une augmentation de la violence, la dégradation du tissu urbain, l'intolérance ethnique et le racisme. Sur le plan économique, chômage signifie perte de production et gaspillage des ressources humaines. De plus, selon l'auteur, la mondialisation et les mesures qui l'accompagnent favorisent l'aggravation du travail forcé et du travail des enfants dans certains pays du tiers-monde.

Selon les tenants de la mondialisation, la seule approche réaliste pour alléger la pauvreté est la croissance économique. Celle-ci est nécessaire surtout pour la survie du système capitaliste. Sous sa forme actuelle, cependant, elle est une menace pour l'environnement. En tenant compte des bénéfices et des inconvénients, il semble que la société s'en tirerait mieux en laissant tomber sa fixation sur la croissance quantitative et en se préoccupant plutôt de développement et de développement durable. Le produit national brut ou le produit domestique *per capita* ne reflète pas les coûts cachés de la croissance.

Enfin, le dernier chapitre traite de l'inégalité des revenus qui s'est accrue avec l'affaiblissement des mesures de soutien au revenu, mesure démontrée la plus efficace pour lutter contre la pauvreté. Il est raisonnable de conclure que la mondialisation exacerbe la pauvreté d'une double manière. Premièrement en préconisant la réduction des emplois publics et privés, et l'élimination de l'assistance aux pauvres. En encourageant ensuite la distribution inégale des revenus et de la richesse qui augmente la pauvreté relative. Les gouvernements doivent donc, tout en encourageant l'emploi, maintenir leur support au revenu. Comment le faire sans tomber dans les dettes. L'auteur ne voit pas d'alternative à la taxe Tobin qui réduirait la volatilité des taux de change liés à la spéculation et encouragerait une coordination internationale pour la freiner. Elle fournirait ensuite aux gouvernements les ressources nécessaires pour promouvoir le bien-être de la société.

Cet ouvrage d'un économiste qui émet des doutes et même remet en question la théorie économique actuelle souvent présentée par ses promoteurs intéressés comme un dogme en dehors duquel il n'y a pas de salut économique est intéressant. L'auteur a gagné son pari de présenter un livre accessible. Ses argumentations seront sans doute insuffisantes cependant pour convaincre les adeptes de la nouvelle secte de la mondialisation.

Gérard BEAULIEU

*Département d'histoire
Université de Moncton*

**Le redressement après la crise :
Politiques pour un développement
équitable / Policy Alternatives for
Equitable Development :
Recovery from Crisis.**

*Institut Nord-Sud, Ottawa, 1998,
108 – 96 p.*

La Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 affirmait, en son préambule, que le but de la société est le bonheur commun. Aussi étonnant que cela puisse paraître, débiter par cette référence l'évaluation d'un livre dont le thème central est la recherche de solutions en vue d'assurer l'avènement d'un développement économique mondial durable après les récentes crises financières, économiques et sociales qui ont ébranlé la croissance de nombreux marchés dits émergents et inquiété la communauté internationale, nous paraît mieux que tout définir l'esprit dans lequel les initiateurs des contributions présentes dans ce recueil ont souhaité travailler, en toute humilité. Il s'agit bien au terme de cette lecture de jeter